

Communauté. Engagement. Collaboration.
Aller de l'avant, ensemble.

Pour diffusion immédiate

Le QCGN reconnaissant du travail du Comité sénatorial des langues officielles et de la participation de la communauté d'expression anglaise

Ottawa, le 10 mars 2011 – La communauté d'expression anglaise du Québec constitue l'une des deux communautés de langue officielle en situation minoritaire du Canada, et le gouvernement fédéral doit promouvoir et protéger ses droits. C'est ce que révèlent les grandes lignes d'un rapport déposé par le Comité sénatorial des langues officielles jeudi.

Le rapport long d'une centaine de pages indique qu'il faut trouver des façons d'assurer que cette minorité puisse se développer à son plein potentiel dans le contexte où son futur est entremêlé avec celui de la majorité de la population qui voit la survie de la langue française comme une priorité.

Après 28 jours de consultations publiques en 2009 et 2010 qui incluait une escale à travers la province l'automne dernier, notamment un passage à Québec, dans les Cantons-de-l'Est et à Montréal, le Comité du Sénat a rendu son tout premier rapport dédié exclusivement à la communauté d'expression anglaise du Québec. «Le rapport présente une analyse approfondie de notre communauté et de ses priorités, et nous en sommes reconnaissants», déclare Linda Leith, présidente du Quebec Community Groups Network (QCGN).

«Nous aimerions remercier les Sénateurs et tous les membres de notre Réseau, ainsi que nos partenaires communautaires qui ont participé au processus de consultation publique, lequel a permis d'excellents résultats», ajoute Mme Leith. «Les leaders de la communauté et les organismes de la province ont pris le temps de se préparer pour présenter à la fois nos défis et nos réussites. Les Sénateurs étaient définitivement engagés et à l'écoute».

«Il est clair que notre communauté est vibrante, en évolution, et qu'elle requiert un soutien continu pour assurer sa survie», rappelle Mme Leith, ajoutant que la communauté d'expression anglaise et le Comité sénatorial ont fait de l'excellent boulot dans l'identification des secteurs clés tels que la santé et l'éducation qui font aujourd'hui l'objet de grandes réussites en partie grâce au financement du gouvernement fédéral et au travail acharné des groupes communautaires et des bénévoles. «Ces résultats constituent très certainement des réussites pour notre communauté, mais les audiences publiques et le rapport du Sénat ont aussi fait la lumière sur des secteurs qui demanderont plus de

soutien. On pense par exemple aux aînés, aux jeunes, à l'éducation de la petite enfance, et aux médias communautaires de même qu'à la migration et à l'immigration qui génèrent le renouvellement de la communauté. En effet, ces secteurs ne reçoivent que très peu ou pas du tout d'attention des décideurs en matière de politique de langues officielles qui travaillent avec la communauté de langue anglaise».

Le Sénat a été particulièrement astucieux en reconnaissant les similitudes existant entre les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Canada, tout en saisissant le caractère unique de la communauté minoritaire anglophone du Québec. Le rapport du Sénat n'émet aucun doute quant au fait que le gouvernement doit assurer que ses institutions fédérales prennent des mesures positives pour améliorer la vitalité de notre communauté et soutenir son développement tout en conservant l'esprit des juridictions et pouvoirs provinciaux. Les Sénateurs ont aussi réagi aux préoccupations de la communauté dans les secteurs où le gouvernement fédéral a délégué son pouvoir à la province. Nous croyons que le transfert des paiements devrait inclure des clauses linguistiques et qu'un outil devrait être mis en place pour connaître la localisation de l'argent destiné à la communauté d'expression anglaise.

Une autre recommandation importante proposée par le Sénat suggère que le gouvernement fédéral consulte la communauté d'expression anglaise au sujet des priorités de financement et qu'il prenne note des programmes auxquels la communauté n'est pas en mesure d'accéder et des politiques qui ne prennent pas en considération ses réalités particulières. Ce sont de bonnes nouvelles pour plusieurs des priorités identifiées par notre communauté auprès de secteurs comme les jeunes et les aînés, qui bénéficient d'un appui à long terme dans les communautés linguistiques minoritaires d'ailleurs au Canada, mais pour lesquels la communauté d'expression anglaise du Québec est incapable d'obtenir du financement continu autre que des subventions ponctuelles lors de la mise en œuvre de projets.

Le Quebec Community Groups Network a hâte de voir comment le gouvernement réagira au rapport du Sénat, et espère qu'il travaillera avec la communauté pour concevoir des politiques et programmes, identifier des actions et allouer des ressources qui feront une différence véritable pour notre communauté, déclare la directrice générale du QCGN Sylvia Martin-Laforge.

«Ce rapport devient un point de référence pour la communauté et le gouvernement fédéral», ajoute Mme Martin-Laforge. «Notre défi comme communauté sera de continuer à documenter nos défis et réussites. Celui du gouvernement sera de trouver des manières innovantes d'aborder nos besoins».

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble 36 organismes communautaires de langue anglaise à travers le Québec. Sa mission est de cerner, explorer et aborder les enjeux stratégiques qui affectent le développement durable et la vitalité du Québec d'expression anglaise. Le QCGN favorise le dialogue et la collaboration entre ses organismes membres, les membres de la communauté, les groupes communautaires, les institutions et les intervenants.

Pour plus d'information:

Rita Legault, directrice des communications, rita.legault@qcgn.ca

Cellulaire: 514 912-6555